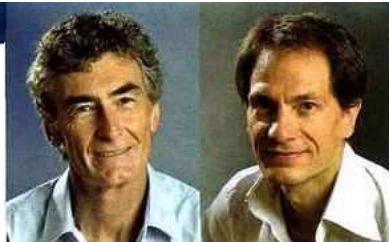


Regards croisés

Tous les quinze jours, au hasard de rencontres, de lectures, de conversations, Hugues Périnel, DGA du Groupe Territorial et Nicolas Braemer, rédacteur en chef de La Lettre du cadre, réagissent et commentent... à quatre mains.

Hugues
Périnel



Nicolas
Braemer

Nous avons appris le décès de Michel Camy-Peyret, DGS de la ville de Créteil et de la communauté d'agglomération Plaine Centrale du Val-de-Marne, survenu le 30 octobre dernier. Pionnier de la décentralisation et de l'intercommunalité, pilier du Syndicat des directeurs généraux, Michel Camy-Peyret était un militant inlassable de la fonction publique territoriale et de l'action publique locale. Nous souhaitons lui rendre hommage et exprimons toutes nos condoléances à sa famille et à ses proches.

La Fondation Abbé Pierre s'affiche

Échange avec Patrick Doutreligne qui doit recevoir le Prix de l'éthique au Salon des maires le 19 novembre prochain... Nous évoquons la campagne de publicité que l'agence BDDP a réalisé pour la Fondation Abbé Pierre... Une partie de la campagne a su détourner intelligemment le format des affiches. Une affiche abribus vous questionne ainsi : « 6 mètres carrés pour attendre le bus c'est bien, mais pour y vivre ? » D'après Patrick Doutreligne la prochaine campagne prévue pour décembre sera encore plus forte... La créativité au service de la solidarité !

Management et conscience

Débat houleux au cours d'une réunion de lecteurs autour du livre de Florence Noiville *J'ai fait HEC, et je m'en veux...* Comment allier humanisme et rentabilité ? Un management sans conscience ne sera-t-il pas contre-productif ? Des questions et un constat commun, les sciences humaines, sources de réflexion et de connaissance doivent retrouver une place dans les cursus... au risque, un jour de n'être même plus en capacité d'avoir ce débat.

Une région européenne

Jean-Luc Delecluze, DGS de la région Nord-Pas-de-Calais est également un dirigeant territorial très à l'aise avec l'Europe. Il m'explique que sa région est frontalière avec trois pays, Belgique, Luxembourg et Grande-Bretagne, presque quatre avec la Flandre, tant les tensions sont vives entre provinces en Belgique. Dans le Nord, la gestion par la région des fonds structurels européens occupe pas moins de cinquante personnes de toutes nationalités. Par sa position géographique, la région a une longueur d'avance sur d'autres conseils régionaux français, car ailleurs la prise de conscience de l'importance d'être présent à Bruxelles est faible. Quand les régions françaises se regroupent pour avoir quelques représentants permanents de leurs intérêts auprès de la Commission européenne, Jean-Luc Delecluze me signale que les lobbyistes de la région de Bavière occupent un immeuble entier près du siège de la Commission.

La difficile professionnalisation des DGS des pays entrants

Lors du congrès du syndicat des DGS à Lille, je rencontre Byron Davies, président de l'UDITE, union européenne des dirigeants territoriaux. Comme nous débattons des services publics locaux en Europe, je m'attends à ce qu'il parle des difficultés à faire reconnaître la notion de service public par la commission. Mais sa plus grande préoccupation n'est pas là. Pour lui, c'est l'inégalité flagrante de moyens pour la professionnalisation des dirigeants territoriaux en Europe qui pose problème. Il raconte que, dans ses récentes nombreuses rencontres avec les DGS des pays entrants, il a été

frappé par le manque de moyens pour la formation dont disposent ceux de Roumanie par exemple, alors que les défis auxquels ils sont confrontés sont largement aussi grands que les nôtres.

Décentralisation à la Britannique

À écouter Byron Davies, on se rend également compte que la Grande-Bretagne, pays pourtant très centralisateur, commence à s'ouvrir largement à la décentralisation. Après l'Écosse et l'Irlande du Nord, c'est ainsi au Pays de Galles de se connaître une dévolution de pouvoir aux autorités locales. Mais la comparaison ne s'arrête pas là : Cardiff, dont Byron Davies dirige les services, entre aussi dans la phase de l'intercommunalité avec la constitution d'un Grand Cardiff, avec des problématiques très similaires, économies d'échelle, meilleure efficacité du service public..., à celles que nous connaissons dans les grandes agglomérations françaises.

Hors timing

Je discute avec un DG des réformes prévues de la politique immobilière de l'État. En gros, me dit-il, l'État continue de céder ses biens immobiliers pour réduire ses mètres carrés. Il me donne quelques chiffres annoncés il y a peu par Éric Woerth : le ratio d'occupation des services doit passer de 18,4 à 15,8 m² par agent en moyenne, la « cible gouvernementale » étant de 12 m² par agent. Les loyers privés payés par l'État doivent aussi baisser de 15,4 millions d'euros par an. Ces objectifs peuvent paraître louables, me dit-il, mais ils passent en grande partie par la cession de biens immobiliers : en pleine crise immobilière, ce n'est pourtant pas le moment. Une question de bon sens...